

# Il plurilinguismo svizzero : valori economici e politici di fronte alla tentazione dell' « English Only »

INTERVENTO DI FRANÇOIS GRIN, UNIVERSITÀ DI GINEVRA

*Tavola rotonda « Multilinguismo in atto. La Svizzera come laboratorio d'Europa »*

*Firenze, venerdì 22 maggio 2009*

---

## 1. À PROPOS DU MYTHE NATIONAL SUISSE

La plupart des politologues et des historiens s'accordent à dire que la Suisse est une *Willensnation*, un pays né de la volonté de ses habitants. Et cette opinion est très largement partagée dans les médias et la classe politique. Du reste, un ancien Conseiller fédéral et Président de la Confédération, Kaspar Villiger, vient de présenter à la presse (le 17 avril 2009) un livre sous le titre *Eine Willensnation muss wollen*, c'est-à-dire : « une nation de volonté doit *vouloir exister* pour exister réellement ».

Pourquoi insiste-t-on si souvent sur ce point, en le présentant comme une *particularité* de la Suisse ? C'est sans doute le reflet d'une croyance très répandue. Il s'agit de la croyance dans le caractère naturel d'une correspondance un peu mystique entre « État » et « nation », et entre « nation » et « langue » : par exemple, l'État suédois serait donc l'expression politique de la nation suédoise, dont le principal trait identitaire serait la langue suédoise. Même chose pour la France, l'Italie, l'Allemagne, etc. Cette correspondance constituerait, en quelque sorte, la règle, ou la situation normale.

Or la Suisse, est, de ce point de vue « anormale ».

En effet, son expérience politique et culturelle ne correspond pas du tout à cette vision. Les autres participants à cette table ronde sauraient l'expliquer bien mieux que je ne saurais le faire, mais on peut dire, en synthétisant, que le concept même de la Suisse repose sur la notion de pluralité ; l'identité du pays ne s'affirme pas *malgré* sa pluralité linguistique. Au contraire, elle *procède* de cette pluralité.

Il est certain que cette vision de la Suisse est *construite*. Elle au cœur de ce que nous appelons notre « mythe national ». Dans tout mythe, il y a quelque chose d'artificiel – mais la notion même d'État-nation unitaire basé sur une identité linguistique unique et partagée par tous n'est pas moins mythique. Les Italiens le savent bien depuis l'analyse par Gramsci des dimensions politiques de l'émergence d'une langue italienne standardisée. Et après tout, ce qui compte dans un mythe, c'est qu'il soit socialement utile, et qu'il fonctionne.

## 2. UN TRAVAIL TOUJOURS NÉCESSAIRE, SURTOUT FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS

Le mythe suisse fonctionne, somme toute, passablement bien. Certes, cela exige de la part des citoyens un constant travail culturel, politique et social (c'est bien ce que souligne le titre de l'ouvrage de Kaspar Villiger), et il n'est pas toujours certain que les Suisses soient pleinement conscients de la nécessité de tout ce travail.

Mais par ailleurs, certains mythes peuvent être davantage exposés que d'autres à de nouveaux défis, notamment certains défis liés à l'enchevêtrement de processus que par commodité, on appelle « mondialisation ». Et à cet égard, la Suisse est peut-être particulièrement exposée : en effet, la diffusion croissante de la langue anglaise (diffusion qui est concomitante de la mondialisation) constitue un défi majeur pour un pays quadrilingue comme la Suisse, plus, sans doute, que pour des pays qui ont adopté un mythe unitaire.

Vivre et faire vivre le plurilinguisme au quotidien impose, indéniablement, un surcroît de complexité. À maints égards, il serait plus simple de se contenter d'une seule langue pour les affaires de la nation. Maîtriser plusieurs langues, et veiller à ce que chacune ait sa place dans la chose publique, demande davantage d'efforts, aux citoyens comme aux institutions. Dès lors, se rabattre sur l'anglais constitue, pour un pays plurilingue, une *tentation*. Et l'attrait d'une langue que les médias présentent constamment, à force de clichés simplistes, comme *nécessairement* associée à la modernité, est bien sûr très fort. Sur certains plans, sous un certain angle, cela représente un *attrait compréhensible*.

Mais cette tentation peut aussi se traduire par toutes sortes de dérives. J'en veux pour preuve le cas de *La Poste* qui, bien que société de droit public détenue par le gouvernement fédéral, dit devoir être « rentable », et a adopté une logique de fonctionnement commerciale qui l'éloigne petit à petit de ce que l'on entend d'habitude par « service public ». Dans cette logique, les offices de poste suisses se transforment peu à peu en magasins qui vendent toutes sortes d'objets n'ayant plus rien à voir avec le courrier. Ils cherchent donc à attirer des acheteurs pour rentabiliser leurs surfaces de vente. La dernière action en date ? Un programme de fidélisation qui vise non pas les adultes, mais les enfants. Chaque fois qu'on fait des achats pour dix francs suisses ou davantage, on obtient des « points de fidélité ». Et dès qu'on a accumulé 30 points, on a droit, gratuitement, à une ravissante peluche. Il y a, à choix, six peluches différentes d'espèces animales. Elles sont lourdement anthropomorphisées, mais on reconnaît malgré tout une brebis, une vache, un âne, un cheval, un cochon et un chien. Ce programme de fidélisation, annoncé par affiches ou par dépliants, est présenté *dans les langues nationales* ; il y a donc nécessairement eu des frais de traduction et d'adaptation. Mais comment s'appellent nos six adorables petits animaux ? Eh bien, ils s'appellent Lucy (LA BREBIS), Chloe (LA VACHE – dont *La Poste* veille à écrire le nom *sans* accent aigu sur le « e »), Dustin (L'ÂNE), Harvey (LE CHEVAL), Polly (LA TRUIE) et Billy (LE CHIEN). Que des prénoms anglophones, qui n'ont *aucune* résonance culturelle en allemand, français, italien ou romanche. Et ce n'est certainement pas le coût de traduction qui explique qu'on n'ait pas voulu adapter ces prénoms aux régions linguistiques du pays. À ce stade, on ne parlera plus « d'attrait compréhensible » pour une langue dont l'usage pourrait, peut-être, simplifier la communication dans notre beau pays. Non, on peut hélas soupçonner, dans cette histoire, de la sottise ou de la servilité (et peut-être même les deux). Nous avons en français une jolie expression pour désigner cette attitude : on appelle ça de l'*à-plat-ventrisme*.

Face à des mutations planétaires du paysage linguistique et culturel, face à des tendances lourdes qui donnent à l'anglais une telle influence, face aussi, il faut hélas le dire, à certaines manifestations de la bêtise humaine, il faut de solides raisons pour persévérer dans la voie du multilinguisme. Et malgré la triste histoire que je viens de vous raconter, la Suisse persévère, tant bien que mal, sur la voie du plurilinguisme. Dans les quelques minutes qui me restent, j'aimerais évoquer certaines des raisons qu'on peut avoir de persévérer.

### 3. LES BONNES RAISONS ÉCONOMIQUES

Il y a d'abord un ensemble de raisons à caractère politique. J'ai du reste, voici un instant, évoqué le sens politique profond du multilinguisme pour la Suisse, qu'on peut résumer en une phrase : *ohne Mehrsprachigkeit keine Schweiz* ; sans plurilinguisme, pas de Suisse. Ajoutons qu'un plurilinguisme de façade ne suffit pas : la Suisse, en tant que projet social et politique, a besoin d'un plurilinguisme bien vivant. Mais ces aspects politiques ont été, ou seront abordés par les autres intervenants à cette table ronde bien mieux que je ne saurais le faire ; si je tenais malgré tout à rappeler l'existence de cette valeur politique, c'est pour qu'il soit bien clair que les valeurs économiques dont je vais parler à présent ne sont pas les seules. Mais elles sont nettement moins connues, et j'aimerais donc aborder maintenant les raisons *économiques* que la Suisse peut avoir d'entretenir le plurilinguisme.

Pour bien poser la question, il faut en distinguer deux niveaux.

Il y a d'une côté la question de la valeur de la diversité linguistique ou du plurilinguisme *dans l'absolu* – sur le plan universel, en quelque sorte. L'alternative à la diversité linguistique serait alors, par définition, *l'uniformité* à l'échelle mondiale. Il ne fait guère de doute à mes yeux que la diversité est préférable à l'uniformité, et que ce simple constat devrait suffire à justifier, en Suisse comme ailleurs, une politique favorable au plurilinguisme. Mais c'est là un débat très vaste, et j'aimerais me limiter ici à un autre débat, qui n'est pas celui du plurilinguisme dans l'absolu, mais de ce que j'appellerai le plurilinguisme *contingent*. C'est là une question plus circonscrite, et au fond plus prosaïque. En clair, la question est : *compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle, la Suisse, l'Europe, le monde SONT plurilingues*, le plurilinguisme des individus et des institutions est-il profitable (que ce soit pour la société dans son ensemble ou pour les acteurs eux-mêmes) ? Ou pour parler plus concrètement, cela vaut-il la peine d'apprendre des langues autres que l'anglais, à commencer par les langues nationales ?

Dans la suite de cette intervention, je parlerai donc d'estimations de la valeur économique du plurilinguisme *contingent*.

Tout comme il ne manque pas de personnes pour affirmer que l'apprentissage des langues nationales n'est après tout pas si nécessaire que ça (et qu'elles seraient avantageusement remplacées par l'anglais), il ne manque pas non plus de gens pour répondre que bien au contraire, l'apprentissage des langues nationales est indispensable, notamment pour des raisons économiques.

Mais bien souvent, ces affirmations procèdent d'impressions plutôt que de faits scientifiquement établis. Ce n'est que depuis peu qu'une série d'études économiques a permis non seulement de démontrer la valeur économique du plurilinguisme sur un plan analytique, mais aussi de donner des ordres de grandeur de cette valeur. À l'heure actuelle, la Suisse est l'un des seuls pays où de telles estimations puissent être effectuées, car il faut pour cela disposer d'un ensemble de données passablement ciblées, et surtout en nombre suffisant.

À nouveau, il existe plusieurs façons différentes d'estimer la valeur économique du plurilinguisme, même quand on se limite, comme ici, à la question du multilinguisme contingent. Chacune de ces façons éclaire un aspect différent du problème, et répond à une question précise.

Premièrement, on peut se demander si les personnes qui parlent plusieurs langues, du moins à un certain niveau, obtiennent en moyenne des salaires plus élevés – même si les autres déterminants de leur revenu sont, par ailleurs, identiques. À cette question, la réponse est oui, et nous avons pu,

dans le cadre de recherches effectuées voici plus d'une dizaine d'années, évaluer ce qu'on appelle les « taux de rendement privés » pour les compétences linguistiques, dans les langues nationales et en anglais. Je ne m'attarderai pas ici sur ces résultats, qui ont déjà été abondamment présentés et commentés en d'autres occasions, et qui sont parus dans des revues scientifiques avant d'être repris dans la presse. Qu'il suffise de dire que ces taux de rendement privés sont souvent considérables, car ils s'échelonnent généralement, pour les langues nationales et pour l'anglais, entre 10% et 18%, ce qui se traduit donc par des primes salariales importantes pour les personnes qui savent plus d'une langue, par comparaison avec celles qui n'en savent qu'une — et cela, soulignons-le, à *niveaux de formation et d'expérience professionnelle similaires*. En d'autres termes, d'un point de vue individuel, l'acquisition d'une deuxième ou d'une troisième langue est hautement profitable.

Deuxièmement, on peut se demander dans quelle mesure la société profite des investissements qu'elle consent (notamment à travers le système éducatif) pour l'enseignement de langues étrangères ou secondes. Ceci revient à calculer ce qu'on appelle les taux de rendement sociaux des compétences linguistiques. Ces taux de rendement sociaux nous indiquent combien rapporte chaque franc (ou euro, livre ou couronne) investi *par la collectivité* dans l'enseignement des langues étrangères. On peut alors comparer ces rendements à ceux qu'on obtient pour des investissements financiers classiques. Et là, on obtient, avec les données suisses, des chiffres importants, en gros de l'ordre de 10% en moyenne. Ce que cela signifie, c'est que chaque franc investi dans l'enseignement des langues nationales ou de l'anglais rapporte 1,10 francs — ce taux de rendement de 10% est nettement supérieur au taux de n'importe quel placement « hors risque ». Ces résultats, obtenus voici une dizaine d'années, ont aussi été présentés et discutés ailleurs, et je ne m'attarderai pas davantage là-dessus.

Il existe cependant une troisième façon d'estimer la valeur du multilinguisme « contingent ». Cette troisième façon de la calculer passe par le concept de valeur ajoutée et s'appuie sur une approche macroéconomique, et c'est à cette troisième approche qu'est consacrée la fin de ce texte.

La question ici est donc un peu différente des précédentes : il s'agit à présent d'évaluer la part du PIB (produit intérieur brut) qui est due au plurilinguisme. En posant cette question, on se rapproche du problème économique fondamental de la *création de valeur* : comment le plurilinguisme l'affecte-t-il, dans quelle mesure y contribue-t-il ?

Je ne m'attarderai pas sur la démarche technique qu'il faut appliquer pour obtenir ces résultats ; cette démarche exige de « revisiter » certains aspects de la théorie économique fondamentale. Néanmoins, il peut être intéressant de citer quelques chiffres. En effet, ces résultats sont tout récents et ont été publiés il y a trois mois à peine. Et à ma connaissance, ces chiffres constituent, à leur modeste échelle, une première mondiale, car la contribution du *plurilinguisme* au PIB n'avait, à ma connaissance, jamais été estimée, pour aucune économie du monde. La Suisse est donc le premier pays à disposer de telles estimations.

Dans le cas de la Suisse, nous avons pu montrer que le plurilinguisme représente environ 10% du PIB, soit quelque 50 milliards de francs (env. € 32 md). Autrement dit, dans une perspective « contingente », c'est-à-dire *compte tenu du fait que nous sommes dans un monde plurilingue*, le plurilinguisme des habitants de la Suisse doit être considéré comme une composante essentielle de la prospérité du pays.

Cette estimation de 10% du PIB suisse — ou, ce qui revient au même : attribuer 10% de la création de valeur économique au plurilinguisme — est un simple ordre de grandeur sur l'ensemble d'une économie nationale. Mais la dispersion d'une branche à l'autre est très forte. Dans l'administration

publique et le commerce (qui est souvent du commerce de détail, donc de proximité) cette part est aux alentours de 3% ; et dans des branches comme la chimie et les transports, la contribution du plurilinguisme au PIB explique environ 16% de la création de valeur.

Quelle que soit la façon dont on l'analyse, on voit que la Suisse a de très bonnes raisons de persévérer sur la voie du multilinguisme. Il y a bien sûr son sens historique et culturel, et « valeur » dans une perspective politique, qui est le ciment de l'expérience helvétique. Mais pour ceux auxquels cet argument ne suffirait pas, on peut toujours rappeler que le multilinguisme constitue un atout économique de toute première importance.

## RÉFÉRENCES

*Sur le « mythe national » de la Suisse et ses racines historiques*

Dardanelli, Paolo, 2008: *Multi-lingual but Mono-national. Exploring and Explaining Switzerland's Exceptionalism*, in M. Caminal and F. Querjro (eds.), *Democratic Federalism and Multinational Federations*, sous presse.

*Sur les taux de rendement privés et sociaux :*

Grin, F., 1999 : *Compétences et récompenses. La valeur des langues en Suisse*. Fribourg : Éditions universitaires Fribourg.

*Sur la valeur macroéconomique de plurilinguisme :*

Grin, F., Sfreddo, C. et Vaillancourt, F. : *Langues étrangères dans l'activité professionnelle* (projet LEAP). Rapport final au Fonds national de la recherche scientifique.  
<http://www.elf.unige.ch>.